

Le multiculturalisme entre altérité et identité / professeur Bernard Valade. — Extrait de : Annales de philosophie et des sciences humaines. — N° 22 (2006), pp. 15-28.

Titre de couverture : Annales de philosophie et des sciences humaines.
— Bibliogr.

I. Multiculturalisme. II. ethnicité. III. Politique sociale.

PER L1044 / FP193498P

LE MULTICULTURALISME ENTRE ALTERITÉ ET IDENTITÉ

Professeur Bernard Valade

Professeur à l'Université Paris 5-Sorbonne

1- ENJEUX ET ORIENTATIONS D'UN NOUVEAU DÉBAT

Le « multiculturalisme » constitue, dans les domaines des sciences sociales, politiques et juridiques, une problématique relativement neuve. Apparu au Canada à la fin des années soixante du siècle dernier, ce vocable désigne la coexistence de plusieurs cultures dans un même pays. Enregistré dans les lexiques courants au cours de la décennie suivante, l'adjectif « multiculturel » se rapporte à ce qui relève de plusieurs cultures différentes. Jusque là, les politiques d'assimilation et d'intégration mises en œuvre dans le contexte nord-américain avaient été associées à la notion de melting pot (creuset) et à la lutte contre la discrimination raciale. La thématique du salad bowl (macédoine ou mosaïque), inventée en Californie dans les années 1980, est nettement plus complexe. Elle revêt, en effet, une pluralité de sens non réductible à la philosophie de l'affirmative action (discrimination positive) liée au respect des valeurs propres aux cultures minoritaires (la political correctness).

Sur le plan sociologique, le multiculturalisme renvoie aux différences culturelles inhérentes à la diversité d'origine des individus rassemblés dans une société donnée. Il a partie liée avec des affirmations identitaires et des demandes de reconnaissance qui sont principalement, et souvent cumulativement, d'ordre

religieux, ethnique, linguistique et national. Son succès aux États-Unis s'explique par la montée en puissance des Hispaniques qui, concurrençant la suprématie des Anglophones, a conduit à la mise au point d'une nouvelle théorie de légitimation. Au Canada, ainsi que l'observe Jean-Louis Amselle (2003), l'existence d'une minorité de Francophones faisant figure de « primo-arrivants », ainsi que la mise en question de l'ancienneté d'installation de ces derniers au profit des Amérindiens ont contribué à bouleverser le pacte juridique sous-jacent à l'existence de la nation canadienne et à y imposer le multiculturalisme. Outre la logique d'antériorité, à l'œuvre dans la mise en cause de l'ordre d'arrivée sur un sol donné des différents groupes nationaux, d'autres logiques opèrent qui sont d'importation, -avec l'immigration-, de reproduction, -par les minorités régionales notamment -, de production surtout, au sein de nombreux pays où l'identité nationale fait désormais question (M.Wieviorka, 1996).

En tant que politique publique, le multiculturalisme se propose de concilier les exigences de la cohésion sociale, à laquelle tout gouvernement a le devoir de concourir, et les aspirations, émanant de groupes d'individus plus ou moins nombreux, au maintien de formes et pratiques culturelles spécifiques. Cette politique est adoptée par certains États, en vue de faire pièce à la discrimination et aux dommages subis par des minorités ; elle tend ainsi à combiner la reconnaissance des particularismes culturels, le traitement des inégalités et la résolution des difficultés sociales que connaissent les groupes concernés : c'est le cas en Australie, en Suède, comme au Canada. Les applications d'une telle politique ne font cependant pas l'unanimité ; elles ont donné lieu aux États-Unis à d'actives controverses qui sont encore d'actualité.

Le multiculturalisme est enfin une philosophie politique, incluant une position éthique et impliquant une conception du fonctionnement social. Une idée du « Nous », -groupal et sociétal-, en relation avec celle que l'on peut se former du rôle dévolu à l'individu au sein de la collectivité, est inscrite dans les doctrines centrées, les unes sur l'universalisme, les autres sur des particularismes. Dans la mouvance intellectuelle anglo-saxonne, cette idée est au cœur des deux philosophies sociales, défendues d'un côté par les « liberals », de l'autre par les « communitarians ». Le multiculturalisme se trouve de la sorte lésé d'enjeux conflictuels dont la dimension politique est partout marquée.

On notera, à cet égard, la grande variété des « questions » avec lesquelles le multiculturalisme est en rapport. Ce dernier n'est que formellement en prise sur la théorie sociologique qui a pour objet l'influence du milieu culturel et des formes acquises du comportement sur l'individu. Il se soutient d'une conception anthropologique de la culture qui fait de celle-ci un ensemble persistant de

pratiques sociales constituées en mode de vie pour tout un peuple. La tension, habituellement établie, entre nature et culture, ne le traverse pas ; celle, en revanche, classiquement instaurée entre culture et civilisation l'affecte inégalement : très faible, pour ne pas dire nulle, dans l'aire nord-américaine, elle est encore vive dans l'espace européen où on l'a crue, à tort, définitivement réduite. Avec ce débat qu'animèrent des penseurs anglais, italiens, - allemands et français, surtout-, on remonte à l'une des origines de la modernité, -la philosophie des Lumières -, c'est-à-dire au XVIII^e siècle où les fils du lien social ont été différemment tissés par le cosmopolitisme, l'universalisme, l'individualisme, - avant qu'au siècle suivant les libéralismes, les socialismes et les nationalismes ne les nouent autrement.

On distingue donc de quel nombre et de quelle portée sont les « questions » auxquelles « touche » le multiculturalisme. Donnent aujourd'hui lieu à des élaborations conceptuelles renouvelées : les identités individuelles et collectives, le sentiment d'appartenance, les attitudes à l'endroit des valeurs, la différence culturelle et les droits qu'elle appelle, le destin de l'État-nation et des passions nationalistes, le devenir de la citoyenneté dans un monde qui reconnaît le pluralisme culturel. D'un point de vue spéculatif comme au niveau de la vie quotidienne sont envisagés : les effets des flux migratoires, la situation des populations d'immigrés, la place des minorités dans la société globale, la xénophobie et les limites des croisades antiracistes, la persistance des préjugés et la prégnance des stéréotypes sociaux. Au débat induit par le multiculturalisme se rattachent également la réflexion sur les dangers du relativisme, l'ambiguïté de communautarisme, les excès du « politically » correct. Tous ces aspects sont généralement abordés à partir des cadres d'analyse fournis par la philosophie morale et politique, - d'inspiration libérale ou communautaire-, et examinés sous un angle juridique en liaison avec la gestion pratique des relations sociales.

Les deux répertoires d'études dressés par Will « Kymlicka » et Wayne Norman (1994, 2000) montrent l'étendue du domaine couvert par le multiculturalisme au cours des deux dernières décennies. Les travaux recensés se rapportent tous aux problèmes que pose l'émergence de sociétés « multiculturelles », « multinationales », « multiethniques ». Ces différentes spécifications sont difficilement dissociables, tant se trouvent connectés entre eux les termes sur lesquels porte l'analyse : individu et communauté, histoire, culture, identité, citoyenneté, différence et droits, etc. On rappellera cependant que ces problèmes se posent dans des contextes déterminés d'où leurs énoncés sont tirés de façon originale, et que telle tension, - par exemple, entre le multiculturalisme et l'appartenance nationale-, n'est pas générale : ainsi, au Canada, ce sont les identités nationales entre francophones québécois et

anglophones canadiens qui sont en conflit, non les identités ethniques au sein de chaque nation.

Il reste que, globalement considérée, la problématique du multiculturalisme a fait l'objet aux États-Unis d'interprétations qui servent commodément de modèle aux analyses qui prétendent l'expliquer. Le retour réflexif, sur les représentations communément formées de la démocratie et les fondements généralement occultés de l'État-nation, auquel conduisent ces interprétations, trouve en Europe un champ d'application qu'une histoire plus ancienne a déjà configuré. La déstabilisation qui en résulte des modes de penser le monde, le moi et l'autre, la subjectivité et son enveloppement social procède, en fait, des effets conjugués de la mondialisation et de l'individualisation. D'une part, les interactions entre les peuples appartenant à des civilisations différentes se multiplient, entraînant une intensification de la perception des différences entre les groupes. D'autre part, l'émancipation de la tradition consécutive à la montée de l'individualisme moderne a déstabilisé le sujet qui, en mal de points de repères, se pose la question « Qui suis-je ? ». Il sera parfois tenté, au fil de cette réactivation de la préoccupation identitaire, d'en trouver la réponse dans la recomposition d'un monde traditionnel et le repli sur une communauté.

2- LA TENSION ENTRE LE PARTICULIER ET L'UNIVERSEL

En partie ordonnée au fonctionnement de l'État - nation, la réflexion sur le multiculturalisme conduit à revenir sur la liaison paradoxale qui unit le processus de construction nationale et le développement du libéralisme. A la pensée libérale sont associées des valeurs universelles. L'idée de particularisme est au contraire attachée à la politique de nation building. La conjonction du libéralisme et du nationalisme fait problème, dans la mesure où elle est celle, sur le plan collectif, d'un universalisme de principe et d'une volonté d'autodétermination, sur le plan individuel, d'un désir d'identité et d'un besoin de différence manifestes dans la quête d'une « identité différenciée ». Une solidarité nationale est ainsi sous-jacente à l'État libéral, proposé comme modèle d'organisation politique et posé comme culturellement homogène.

La nouvelle façon de penser la société comme multiculturelle s'accompagne d'une remise en question de l'assemblage État - nation / libéralisme / individualisme moral. L'exaltation des libertés individuelles, dans la méconnaissance des minorités nationales, n'est en effet plus tenable au sein de sociétés où les appartenances culturelles, objets d'une longue occultation, sont publiquement revendiquées. S'il est vrai qu'un État peut comporter une pluralité de cultures sociétales complètes aspirant désormais à une totale reconnaissance, c'est sur la viabilité d'États multinationaux qu'il convient de s'interroger. En

amont de cette interrogation, il est cependant nécessaire de préciser comment s'est affirmé le besoin d'appartenance à une communauté comme besoin fondamental. On en saisit bien la genèse dans l'espace européen, au fil des vicissitudes du sentiment national étudiées par Federico Chabod (1961), Pierre Renouvin, (1962), Ernest Gellner (1983).

Il revient à Johann Gottlieb Herder d'avoir fortement mis l'accent, sur le rôle que jouent les racines et le sol, - non le sang et la race -, dans la vie des peuples. L'auteur des *Ideen* (1791) assume, à ce titre, la paternité d'un nationalisme culturel, en rupture complète avec la conception d'une civilisation universelle qui serait celle d'une humanité désincarnée : les peuples sont porteurs de cultures et de systèmes de valeurs différents. Alexandre Herzen sera ensuite et de même, pour les Slaves, le héros du refus populiste d'une modernisation de la culture et le défenseur, contre les occidentalistes, des traditions ancestrales ; mais ses appels ont pour cadre le socialisme utopique. Avec Herder, c'est l'universalisme cosmopolite de la civilisation des Lumières qui est visé, et, plus précisément le concept juridique de nation réunissant de façon artificielle, au XVIII^e siècle, les trois principes de civilité, de légalité et de publicité. Dans son œuvre prend forme l'opposition de la culture et de la civilisation que Ostwald Spengler devait systématiser au lendemain de la Première guerre mondiale.

Cette opposition est contemporaine de la structuration de l'espace européen en nations culturellement différenciées, politiquement divisées et verticalement intégrées. En Allemagne, la polarisation s'opère, au XIX^e siècle, sur une culture revendiquant la particularité, l'originalité, la vitalité comme garants d'une identité nationale de nature organique. Ailleurs, et plus spécialement en France, la civilisation est censée représenter une cristallisation d'éléments généraux communs à diverses organisations sociales rationalisées, mécanisées, - et dévitalisées. La vocation universaliste de la civilisation, associée à l'idée d'une nation civique, - idée exposée en France par Renan en 1882 -, entrera en rapport conflictuel avec l'orientation ethno - culturelle que présente l'idée allemande de la nation ethnique.

Plus que les antagonismes et les affrontements, compte le fait que, de part et d'autre, la promotion des cultures nationales, prises en charge par les nationalismes, devait faire pièce à la perte d'une communauté sociale dont la chrétienté avait jadis fourni le modèle. La compensation s'effectua sous la forme, en France, d'un raffermissement de la communauté politique (C. Nicolet, 1982), en Allemagne, d'un renforcement de la communauté culturelle combinant *Volkskultur* et *Gemeinschaft*, avec l'essor d'une science nationale-populiste, -la *Volkskunde*, (H.Bausinger, 1971). On voit donc à quel scénario historique renvoient les mouvements xénophobes, identitaires, sectaires, intégristes ou

fondamentalistes qui se développent dans l'Europe contemporaine, où le dessein d'une intégration horizontale au moyen de multiples réseaux d'échanges prend la relève des politiques d'intégration verticale, chacune soutenue naguère par l'exacerbation d'un sentiment national. Au regard de quoi, les mouvements centrés sur les droits de l'homme, l'humanitaire, la citoyenneté et l'écologie dessinent ou redessinent les figures de l'universalisme.

Ces évolutions récentes s'accompagnent, en Allemagne notamment, de l'examen des rapports existant entre la constitution de l'identité d'une nation et la construction de la mémoire collective (A. Assmann, 1993). Les usages du passé sont explicités, un travail de réparation engagé, - en termes de reconnaissance actuelle ou rétrospective - sur fond de réclamations identitaires, d'injustices dénoncées, de libertés revendiquées, et une « éthique reconstructive » (J.-M. Ferry, 1996) esquissée. Mais on distingue bien ce que peut avoir d'insuffisant, sinon d'ambigu, dans le monde présent la simple reconnaissance du pluralisme culturel, c'est-à-dire d'une pluralité de valeurs également authentiques.

En tant que doctrine qui voit dans les convictions morales, les représentations mentales, les styles de vie, la manifestation d'une multiplicité de valeurs hétérogènes et non susceptibles d'être hiérarchisées selon un critère absolu, le pluralisme culturel peut toujours se trouver contrarié par différents monismes. La notion d'égal respect doit lui être adjointe pour que son effectivité, spécialement politique, soit réelle, et cette notion doit avoir le statut d'une norme imposée de l'extérieur. Le ralliement à ce qu'il recouvre et prescrit n'aboutit pas, et en tout cas pas nécessairement, à l'ébranlement de consensus consolidés par une histoire longue. Tel qu'il est actuellement entendu, le multiculturalisme fait au contraire resurgir ce qui a été enfoui dans la conscience collective ; son émergence bouscule des stéréotypes nationaux et sociaux ; il porte en lui les germes d'une dissolution de ce que l'on pensait à jamais établi, codifié, stabilisé.

A la problématique du multiculturalisme se rattachent, en effet, des problèmes posés par l'ethnicité ; et ces problèmes ont été marginalisés jusqu'à une époque récente. Le retard de la réflexion sur les problèmes en question, - dont celui des minorités délibérément oubliées -, est manifeste, et son accélération actuelle est évidemment provoquée par l'acuité qu'ils revêtent à présent. L'intégration culturelle, pratiquée par les États libéraux comme par les États autoritaires, est maintenant contestée. Il n'apparaît plus aussi « normal » qu'on l'estimait hier, que tous les États occidentaux multilingues aient déployés des efforts, souvent considérables, pour intégrer leurs minorités linguistiques aux institutions fonctionnant dans une langue commune, - celle du groupe majoritaire - ; la Suisse, où les minorités francophones et italophones n'ont pas

fait l'objet d'une politique d'assimilation à la majorité germanophone, faisant exception.

Le cas français illustre bien les difficultés d'ajustements d'un État républicain, - machine assimilatrice qui a fonctionné à plein régime jusqu'au début des années 1970-, à une société ethnicisée. Cette société a été cependant marquée au XVIII^e siècle par la guerre des deux races, - Francs envahisseurs, Gaulois autochtones -, qu'a conceptualisée Boulainvilliers. Mais la Révolution de 1789 l'a donnée à voir comme constituée de citoyens distinctement égaux. Elle est en réalité formée de différentes couches de populations : classes-ethnies primitives, groupes d'immigrés italiens et polonais qui se sont fondus dans le collectif national, minorités ethnico-religieuses auxquelles un traitement inégal a été appliqué ; ainsi, les groupes musulmans, à travers les revendications qu'ils formulent aujourd'hui, ne cherchent qu'à bénéficier des concessions antérieurement faites aux juifs et aux chrétiens intégristes.

Que la « vérité raciologique de l'État républicain » (J.-L. Amselle, 2003) éclate dans ses entreprises coloniales renseigne sur son mode de gestion des différents « stocks de population ». Son remplacement par l'État libéral communautaire coïncide avec l'assomption d'une « société civile » chargée, par le biais d'associations, du contrôle de nouvelles classes dangereuses composées de Blacks et de Beurs, -ce qui témoigne de la métamorphose de la question sociale en question ethnique. Examinant cette situation, J.-L. Amselle en vient à conclure que l'État républicain français est pris entre ses exigences d'universalité et son enracinement gallo-catholique. Il doit, en outre, favoriser le développement des langues régionales qui le menacent dans son fondement. Ainsi, « A la fois pas assez universel et pas assez particulariste, l'État républicain (...) semble cerné de toute part », et le modèle qu'il représente est moins exportable que le modèle multiculturaliste nord-américain.

3- POLITIQUES ET PROBLÈMES DES IDENTITÉS CULTURELLES

Aux débats sur l'universalisme et le particularisme, ainsi qu'aux thèmes, - comme celui des droits collectifs réclamés par les minorités -, qui donnent son contenu au multiculturalisme, s'ajoute le problème des identités culturelles. A la notion d'identité, Charles Taylor (1992) rattache les idées d'authenticité (la fidélité à soi-même), de reconnaissance (pour ce que l'on est), de différence (dans la représentation de soi et des autres) et d'égale dignité (avec le droit au même respect). Ces termes et ces traits ne sont pas pris dans l'exceptionnelle acception de l'idéal héroïque d'auto-crédation développé par l'individualisme romantique au XIX^e siècle. Pour la majorité des individus l'identité est forgée au creuset de la nation, de l'ethnie ou de la culture ; elle se construit également au

sein de milieux particuliers. Surtout, elle se décline en membre d'un groupe linguistique, fidèle d'une religion, titulaire d'un état civil, etc., c'est-à-dire en une série d'identités pratiques, plus ou moins bien coordonnées, qui entrent en interaction avec celles des autres individus d'une collectivité, et qui sont appelées à être objets de reconnaissance mutuelle.

Le « monde que nous avons perdu » était caractérisé par une relative stabilité des rapports qu'entretiennent l'individuel et le collectif. Les sociétés contemporaines connaissent, quant à elles, un foisonnement de différences identitaires provoqué par un mouvement général de décontraction et de décentrement. Les luttes y sont actives pour se libérer d'une identité imposée et pour obtenir la reconnaissance d'une identité choisie. Engagées par des individus en difficile posture, - immigrés réfugiés-, des groupes minoritaires, - sur les plans linguistique, ethnique, culturel, religieux-, des populations dressées contre l'ethnocentrisme et l'impérialisme culturel de l'Occident, ces luttes visent une « prise en compte » qui revêt différentes formes : reconnaissance publique, juridique, politique, demande de représentation, demande de protection. Les revendications qui les motivent portent sur des points qui les différencient : le respect des différences identitaires inhérentes à des sphères culturelles hétérogènes, l'institutionnalisation d'une citoyenneté multiculturelle et multinationale, la mise en œuvre de politiques de l'équité, la mise en place d'institutions distinctes des grands appareils d'État. Elles sont fréquemment assorties de dénonciations visant la xénophobie, le racisme, l'exclusion.

Bien que des dispositifs, comme l'autonomie régionale ou la souveraineté partagée, aient été ici et là mis en place, - en Belgique et au Canada, par exemple -, l'issue habituelle de ces luttes aura longtemps été la répression, le conflit, l'assimilation forcée. La renégociation offre une autre solution pour une politique de l'identité. Elle renvoie au devoir de délibération collective, que l'on doit impérativement accomplir pour faire fonctionner au mieux le système des relations sociales. Nous avons, en effet, le devoir, catégorisé par Kant, de nous entendre avec ceux auprès de qui nous vivons, et qui ne partagent pas nécessairement toutes nos conceptions. La concertation relève d'une façon prudente et responsable d'agir, encore qu'il faille en distinguer deux modalités : celle qui doit être intérieure au groupe porteur d'une revendication identitaire, et celle qui doit être engagée pour convaincre la société majoritaire.

James Tully (1995) observe bien que l'identité partagée ne vaut que sur le mode démocratique et dialogique. Démocratiquement, et selon le principe de souveraineté du peuple, ce qui concerne tout le monde doit être discuté par tous. La discussion sera ouverte, et non réduite à un ou à des dialogue (s) dyadique (s). A cours de ces « multilogues », on s'appliquera à toujours écouter l'autre

partie, selon la prescription *Audi alteram partem*, dans le dessein d'établir un rapport nouveau ou renouvelé de reconnaissance mutuelle susceptible d'emporter l'adhésion collective. Il résulte de ces procédures une compréhension réciproque des identités en cause, voire un accord mutuel à partir de raisons partagées sur une identité multiculturelle et multinationale. Même si, dans l'immédiat, elles ne produisent rien de positif sur ce dernier point avec l'élaboration d'une entente formalisée, elles favorisent une prise de conscience de la manière dont les identités discutées ont été construites et transmises, acquises ou imposées. Outre qu'ils contribuent à la critique et au renversement de stéréotypes toujours prégnants, ces échanges sur les identités pratiques aboutissent, à défaut d'accord par recoupement, à un « désaccord raisonnable », prosolvant l'affrontement et la violence, ou à des compromis propres à réduire les tensions.

La résistance à la reconnaissance des différences identitaires et à la revendication des droits culturels est cependant assez massive. On redoute que les unes ne menacent le lien politique ; on se méfie des autres qui sont apparues dans un contexte minoritaire. Un processus, engagé au XVIII^e siècle avec la conquête des droits civiques, continué au XIX^e siècle par l'accession aux droits politiques, et qui semblait s'être achevé au XX^e siècle sur l'octroi de droits sociaux, se poursuit avec l'exigence de droits culturels. Une « rhétorique réactionnaire », telle que Albert-O. Hirschman l'a décrite et démontée, peut être mobilisée contre ces derniers. Mais on a vu que l'entité nationale-majoritaire sur laquelle elle entend s'appuyer ne correspond pas à l'idéal démocratique, et peut difficilement être invoquée. Aussi bien, Patrice Meyer-Bisch (1993) n'est pas infondé à penser que les instances gouvernant la société libérale auraient tout à gagner en acceptant l'extension de la logique des droits de l'homme au domaine culturel, au lieu de se replier sur les droits civils et politiques. Cette extension lèverait, en effet, les ambiguïtés entre État monoculturel et multiculturalisme, individualisme et communautarisme.

Tel qu'il se développe aujourd'hui, le débat sur les problèmes posés par l'articulation des revendications identitaires aux règles communautaires reste néanmoins prisonnier de schèmes mentaux qui en figent les termes. La propension est nette à un essentialisme, qui consiste à traiter les identités comme ensembles de caractères constitutifs et invariables. La tendance est également forte à hypostasier la culture, en en faisant un système clos de traditions éthiques et intellectuelles garantes d'une intégrité culturelle. Or, l'identité se construit dynamiquement, en double prise sur une nature humaine universelle et une culture particulière ; elle combine des aspects ontologiques auxquels l'humanisme a donné sens, et des composantes justiciables d'une analyse

culturaliste ; si bien qu'il ne peut y avoir d'identification sans inculturation. La culture doit aussi être comprise dans sa double capacité à universaliser et à particulariser ; c'est la mutiler que de ne voir en elle qu'un système bloqué de représentations : le « don des morts » qu'à bien des égards est la culture, est aussi un potentiel à exploiter, de façon originale, par le sujet et la société qu'il habite.

Les limites de la plupart des analyses anglo-saxonnes des identités culturelles se trouvent ici tracées. Elles tiennent à ce que leurs auteurs, – qu'il s'agisse de W. Kymlicka ou de C. Taylor – inscrivent les identités en question dans le seul cadre juridique et politique, en ne se souciant que de leur installation dans l'espace public. D'un côté, on se préoccupe de la valorisation du sujet individuel, des conditions de sa réalisation personnelle, sans porter plus d'attention à la reproduction de cultures particulières ; de l'autre, c'est à la survivance de ces dernières que l'on s'attache exclusivement. Mais dans tous les cas, ainsi que le relève Michel Wieviorka (1998), on ne s'intéresse en aucune façon à la transformation des appartenances, à l'émergence de nouvelles identités, aux processus de décomposition et de recomposition qui les affectent. Ce désintérêt, souligne-t-il, est la condition pour que puisse être pensé un traitement politique et juridique des identités.

Un mélange de cultures, des phénomènes de métissage et de brassage s'opèrent pourtant dans le monde. Serge Gruzinski (1999) en a rendu compte pour le Mexique et le Pérou d'après la conquête ; John Francis Burke (1999), pour la zone frontalière entre les États-Unis et le Mexique, où se conjuguent actuellement « la culture nord-américaine protestante, capitaliste, et la culture catholique, méditerranéenne, méridionale, de l'Amérique latine » : un nouveau mestizaje y prend forme, où l'on est pleinement nord-américain et pleinement mexicain, mais non exclusivement l'un ou l'autre, et en même temps un individu autre, enrichi par une sorte de vision culturelle binoculaire commandée par l'obligation de vivre dans deux cultures. Appartenances et identités culturelles ne doivent donc pas être tenues pour pétrifiées. De l'inédit surgit avec ces mélanges, qu'épouvantaient Arthur de Gobineau, et, plus précisément, avec le métissage qui n'est ni l'hybridation sans consistance historique, ni le cosmopolitisme défini comme accommodation égocentrique et ethnocentrique à la diversité culturelle.

On peut, en définitive, affirmer que l'unité est susceptible d'être réalisée dans la différence au sein de contextes nationaux refondés sur de nouvelles bases. Des exemples historiques l'attestent. Ainsi, pour les États-Unis, M. Lind (1995) a distingué quatre moments de refondation de la nation américaine, en cinq cents ans d'histoire, en liaison avec l'arrivée de nouveaux groupes d'arrivants

d'origines différentes d'une époque à l'autre. Il en a résulté quatre types distincts de nation américaine, chacun intégrant les acquis du précédent : l'Anglo-Amérique, l'Euro-Amérique, l'Amérique multiculturelle et enfin la nation culturelle américaine transraciale qui émerge dans la seconde moitié du XX^e. Il voit même se dessiner aux États-Unis une nouvelle ethnicité américaine partagée par les membres d'une société dont la diversité masquerait la profonde cohésion. Le multiculturalisme, au sens plein, qui se déploie ici n'implique nullement, comme R. Boudon (2000) l'a montré, un « relativisme des valeurs ». Il marque, au contraire, l'émergence d'un nouveau contexte culturel singulier dont la particularité est la reconnaissance de la diversité des origines et des traits culturels des citoyens qui vivent ensemble dans le cadre national refondé.

La thèse du « choc des » du « clash des civilisations » à laquelle Samuel P. Huntington a attaché son nom au fil d'articles, d'essais et d'ouvrages publiés depuis une dizaine d'années, ne doit donc pas être interprétée à contresens. Elle se fonde sur le constat, difficilement récusable, que les divisions traditionnelles des sociétés en riches et pauvres, et des régimes en démocratiques et autoritaires, pour importantes qu'elles demeurent, seront dans l'avenir moins importantes que les clivages culturels. Mais c'est la représentation des différences qui sont à l'origine de ces clivages qui est en passe de changer. A ceux qui tiennent ces différences pour, radicales, irréductibles, « intraitables », s'opposent ceux qui se proposent de les « traiter » de façon positive et pragmatique. Et ils le font dans le cadre du multiculturalisme qui conduit à penser autrement la pluralité des mondes, l'identité et l'altérité.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AFFERGAN F., *La Pluralité des mondes*, Paris, A.Michel, 1997.
- AMSELLE J.-L., « Le multiculturalisme », in *Universalia* 2003, Paris, Encyclopaedia Universalis.
- AMSELLE J.-L., *Branchements - Anthropologie de l'universalité des cultures*, Paris, Flammarion, 2001.
- AMSELLE J.-L., *Vers un Multiculturalisme français – L'empire de la coutume*, Paris, Aubier, 1996.
- ASSMANN A., *Arbeit am nationalen Gedächtnis – Eine Kurze Geschichte der deutschen Bildungsidee*, Campus Verlag, Frankfurt am Main, 1993.
- BAUSINGER H., *Volkskunde: von der Alterumsforschung zur Kulturanalyse*, C.A.Koch's Verlag Nachf, Berlin, Darmstadt, Wien, 1971.

- BELL D., *Communitarianism and its Critics*, Oxford, Clarendon Press, 1993.
- BOUDON R., « Pluralité culturelle et relativisme », in *W. Kymlicka et S. Mesure* (2000), pp. 311-339.
- BURKE J.F., « Reconciling Cultural Diversity with a Democratic Community: « Mestizaje » as Opposer to the usual Suspects », in *Citizenship Studies*, vol. 3, n°1, 1999, pp. 119-140.
- CANOVAN M., *Nationhood and Political Theory*, Cheltenham, Edward Elgar, 1996.
- CHABOD F., *L'Idea di nazione*, Bari, Laterza, 1961. CONNOLLY W., *Identity / Difference: Democratic Negotiations of Political Paradox*, Ithaca, Cornell University Press, 1991.
- CONNOLLY W., *The Ethos of Pluralization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995.
- CRESPI F. & SEGATORI R. (dir), *Multiculturalismo e democrazia*, Roma, Donzelli, 1996.
- ETZIONI A., *New Communitarian Thinking: Persons, Virtues, Institutions and Communities*, Charlottesville, Virginia, University Press of Virginia (1995).
- ETZIONI A., *Rights and the Common Good: The Communitarian Perspective*, New York, St Martin's Press, 1995.
- FERREOL G. & JUCQUOIS G. (dir), *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles*, Paris, A. Colin, 2003.
- FERRY J.-M., *L'éthique reconstructive*, Paris, Cerf, 1996. GELLNER E., *Nation and Nationalism*, Oxford, Blackwell, 1983.
- GLAZER N., *We Are All Multiculturalists Now*, Cambridge, Harvard UP, 1997.
- GOLDBERG D.Th., *Multiculturalism – A Critical Reader*, Oxford-Cambridge, Blackwell, 1994.
- GRUZINSKI S., *La Pensée métisse*, Paris, Fayard, 1999. KYMLICKA W., *Liberalism, Community and Culture*, Oxford, Clarendon Press, 1989.
- HALL S. & DU GAY P. (eds), *Questions of Cultural Identity*, London, Sage, 1996.
- KYMLICKA W & NORMAN W (eds), *Citizenship in Diverse Societies*, Oxford, Oxford University Press, 2000.
- KYMLICKA W & NORMAN W., « Return of the Citizen: A Survey of Recent Work on Citizenship Theory », in *Ethics*, 104, 2, pp. 352-381.

- KYMLICKA W. & MESURE S. (dir), « Les identités culturelles », *Comprendre*, n°1, 2000.
- KYMLICKA W. (ed), *The Rights of Minority Cultures*, Oxford, Oxford University Press, 1995.
- KYMLICKA W., *Multicultural Citizenship: A Liberal Theory of Minority Rights*, Oxford, Oxford University Press, 1995.
- LIND M., *The Next American Nation – The New Nationalism and the Next American Revolution*, New York, The Free Press, 1995.
- MEYER-BISCH P. (ed), *Les droits culturels – Une catégorie sous-développée des droits de l'homme*, Fribourg, Editions universitaires, 1993.
- MUSGRAVE Th., *Self-determination and National Minorities*, Oxford, Oxford University Press, 1997.
- NICOLET C., *L'Idée républicaine en France*, Paris, Gallimard, 1982.
- RENOUVIN P., *Le sentiment national et le nationalisme dans l'Europe occidentale*, Paris, Centre de Documentation Universitaire, 1962.
- SEMPRINI A., *Le Multiculturalisme*, Paris, P.U.F., 1997. SEYMOUR M., *Rethinking Nationalism*, Calgary, Presses de l'Université de Calgary, 1998.
- TAYLOR C., « Cross-purposes: The liberal - communitarian debate », in *Liberalism and the Moral Life*, N.L.Rosenblum (ed), Cambridge, Harvard Univ.press, 1989, pp. 159-182.
- TAYLOR C., « The Politics of Recognition », in *Multiculturalism and the « Politics of Recognition »*, A.Gutmann (ed), Princeton, Princeton University Press, pp.25-73, 1992.
- TAYLOR C., *Sources of the Self: The Making of the Modern Identity*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.
- TAYLOR C., *The Malaise of Modernity*, Concord, House of Anansi Press, 1994.
- TULLY J., *Strange Multiplicity: Constitutionalism in an Age of Diversity*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995. WALZER M., *Spheres of Justice: A Defense of Pluralism and Equality*, Oxford, Robertson, 1983.
- WALZER M., « The Communitarian Critique of Liberalism », in *Political Theory*, vol.18 – 1, pp.6-23.
- WALZER M., *On Toleration*, New Haven, Yale University Press, 1997.
- WALZER M., *What it Means to be an American*, New York, Marsilio, 1992.

- WIEVIORKA M. (dir), *Une société fragmentée ? Le multiculturalisme en débat*, Paris, La Découverte, 1997.
- WIEVIORKA M., « Le multiculturalisme est-il une réponse ? », in *Cahiers internationaux de sociologie*, vol.105, 1998, pp. 233-260.